

	UA	UB	UC	UD	UE
entête	ensembles bâtis anciens + ou - denses, habitat et activités. Conservation du tissu bâti intéressant	zones agglomérées denses : logements et commerces principalements	zones d'extensions d'agglomération, densité moyenne : logements, commerces et RT principalement	zones d'extension de l'urbanisation à faible densité	réservé àaux activités industrielles, artisanales ou agricoles et aux entrepôts
article 1 : occupations du sol admises	habitation, hôtellerie, équipement collectif, commerces ou artisanat, bureaux ou services, stationnement et garages, aménagement et l'extension des constructions existantes à usage d'hébergement d'enfants agréé dans un objectif d'amélioration des conditions d'hébergement sans augmentation de la capacité d'accueil ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics dépôts liés aux installations classées (stations services, établissements agricoles) sous réserve de que l'aménagement et/ou l'extension reste compatible avec l'habitat; installations classées liées et nécessaires au fonctionnement des services publics. L'aménagement des constructions liées et nécessaires à l'activité agricole, sous réserve de rester compatible avec l'habitat; clôtures situées sur un itinéraire de ski devront être amovibles et enlevées avant l'ouverture de la saison d'hiver; constructions nouvelles à usage d'hébergement d'enfants agréé, sous réserve que sur le terrain d'assiette de la construction soient réalisées des terrains de jeux, dans la proportion de 100 m² par enfant (capacité d'hébergement × 100 m²)	habitation, hôtellerie, équipement collectif, commerces ou artisanat, bureaux ou services, stationnement et garages, ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics dépôts liés aux installations classées (stations services, établissements agricoles) sous réserve de que l'aménagement et/ou l'extension reste compatible avec l'habitat; installations classées liées et nécessaires au fonctionnement des services publics. L'aménagement des constructions liées et nécessaires à l'activité agricole, sous réserve de rester compatible avec l'habitat; clôtures situées sur un itinéraire de ski devront être amovibles et enlevées avant l'ouverture de la saison d'hiver; constructions nouvelles à usage d'hébergement d'enfants agréé, sous réserve que sur le terrain d'assiette de la construction soient réalisées des terrains de jeux, dans la proportion de 100 m² par enfant (capacité d'hébergement × 100 m²)	habitation, hôtellerie, équipement collectif, commerces ou artisanat, bureaux ou services, stationnement et garages, aménagement et l'extension des constructions existantes à usage d'hébergement d'enfants agréé dans un objectif d'amélioration des conditions d'hébergement sans augmentation de la capacité d'accueil ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics servitudes de passages issues de l'application de l'article 53 de la Loi Montagne dans le secteur Ucs; aménagement des constructions à usage d'activité agricole existantes; clôtures situées sur un itinéraire de ski repéré au plan devront être amovibles et enlevées avant l'ouverture de la saison d'hiver	habitation, équipement collectif, commerces ou artisanat ou bureaux , stationnement et garages, hôtel et résidences de tourisme, aménagement et l'extension des constructions existantes à usage d'hébergement d'enfants agréé dans un objectif d'amélioration des conditions d'hébergement sans augmentation de la capacité d'accueil ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics clôtures situées sur un itinéraire de ski repéré au plan devront être amovibles et enlevées avant l'ouverture de la saison d'hiver	équipement collectif, artisanat, bureaux ou services , industriel, entrepôt à usage commerciaux, stationnement et garage, agricole logements de fonctions à raison d'un logement par activité et n'excédant pas 150 m² de SHON installations classées lotissements à usage définis ci-dessus installations et travaux divers installations classées correspondant à des activités nécessaires à la vie et à la commodité des habitants et n'entraînant pour le voisinage aucune incommodité et, en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux, aucune insalubrité ou sinistre susceptible de causer des dommages graves et irréparables aux personnes et aux biens; clôtures situées sur un itinéraire de ski repéré au plan devront être amovibles et enlevées avant l'ouverture de la saison d'hiver
article 2 : occupations et utilisation du sol interdites	installations classées autres que celles admises à l'article UA 1, ouvertures de carrières ou leur extension, dépôts non liés à des établissements classés autorisés en UA 1 § 2, stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, affouillements et les exhaussements du sol, constructions recevant des collectivités	installations classées autres que celles admises à l'article UB 1, ouvertures de carrières ou leur extension, dépôts non liés à des établissements classés autorisés en UB 1 § 2, stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, affouillements et les exhaussements du sol, constructions à usage industriel	installations classées autres que celles admises à l'article UB 1, ouvertures de carrières ou leur extension, dépôts de toute nature, stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, affouillements et les exhaussements du sol, constructions à usage industriel, constructions nouvelles à usage des collectivités d'enfants	installations classées, ouvertures de carrières ou leur extension, dépôts de toute nature, stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, affouillements et les exhaussements du sol, constructions à usage industriel ou agricole, constructions nouvelles à usage des collectivités d'enfants	habitation autre que les logements de fonction, collectivité d'enfants, hôtels, résidence de tourisme, ouvertures de carrières ou leur extension, terrains de camping et de caravanning, stationnement isolé des caravanes et des mobil homes, affouillements et les exhaussements du sol
article 5 : caractéristiques des terrains	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
article 6 : distance/ domaine publique	1/ recul tracé sur plan, implantation sur limite possible 2/ si pas recul sur plan : mix alignement sur l'existant et contrainte de circulation 3/ garage : stationnement des véhicules hors voie publique	1/ * en agglo : d ≥ Δh entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC * hors agglo : d ≥ 20m/axe des RD, voir 14m avec accord gestionnaire, d ≥ 6m/axe des VC 2/ distance peut être réduite en cas de réfection, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant	1/ * en agglo : d ≥ Δh entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC * hors agglo : d ≥ 20m/axe des RD, voir 14m avec accord gestionnaire, d ≥ 6m/axe des VC 2/ distance peut être réduite en cas de réfection, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant	1/ * en agglo : d ≥ Δh entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC * hors agglo : d ≥ 20m/axe des RD, voir 14m avec accord gestionnaire, d ≥ 6m/axe des VC 2/ distance peut être réduite en cas de réfection, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant	1/ * en agglo : d ≥ Δh entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC * hors agglo : d ≥ 20m/axe des RD, voir 14m avec accord gestionnaire, d ≥ 6m/axe des VC 2/ distance peut être réduite en cas de réfection, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant
article 7 : distance/ limites	1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment en limite si accord entre voisins * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sablière ≤ 2,50m, h faitage ≤ 6m et L ≤ 8m sur limite * réfection, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * ouvrages d'intérêt général de faible importance : implantation dans prospect possible pour raisons techniques, de sécurité ou de fonctionnement	1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment en limite si accord entre voisins * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sablière ≤ 2,50m, h faitage ≤ 6m et L ≤ 8m sur limite * réfection, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * ouvrages d'intérêt général de faible importance : implantation dans prospect possible pour raisons techniques, de sécurité ou de fonctionnement	1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment en limite si accord entre voisins * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sablière ≤ 2,50m, h faitage ≤ 6m et L ≤ 8m sur limite * réfection, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * ouvrages d'intérêt général de faible importance : implantation dans prospect possible pour raisons techniques, de sécurité ou de fonctionnement	1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment en limite si accord entre voisins * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sablière ≤ 2,50m, h faitage ≤ 6m et L ≤ 8m sur limite * réfection, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * ouvrages d'intérêt général de faible importance : implantation dans prospect possible pour raisons techniques, de sécurité ou de fonctionnement	1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment en limite si accord entre voisins * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sablière ≤ 2,50m, h faitage ≤ 6m et L ≤ 8m sur limite * réfection, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * ouvrages d'intérêt général de faible importance : implantation dans prospect possible pour raisons techniques, de sécurité ou de fonctionnement
article 8 : distance/ autres bâtiment sur même terrain	1/ cf Code Civil article 675 et suivants 2/ reconstruction après sinistres : peut reprendre l'implantation existante	1/ d ≥ 4m 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc	1/ d ≥ 4m 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc	1/ d ≥ 4m 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc	1/ d ≥ 4m 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc
article 9 : CES	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
article 10 : hauteur	* hauteur max = celle des constructions voisines * aménagement ou reconstruction : h = hauteur initiale * annexes : h égout ≤ 3m et h faitage ≤ 5m	1/ h = Δh entre sol existant avant travaux et tout point du bât (hors ouvrages techniques) 2/ h faitage ≤ 15m 3/ h égout ≤ 11m 4/ annexes : h égout ≤ 3m 5/ pour transformation bât existant à toit terrasse ou à un pan, possibilité d'augmenter la hauteur ≥ 15m au faitage si amélioration architecturale	1/ h = Δh entre sol existant avant travaux et tout point du bât (hors ouvrages techniques) 2/ h faitage ≤ 12m, 15m pour hôtel, SP et intérêt collectif et secteur UCa 3/ h égout ≤ 8m, 11m pour RT, hôtel, hébergement à gestion locative et secteur Uca 4/ annexes : h égout ≤ 3,50m 5/ pour transformation bât existant à toit terrasse ou à un pan, possibilité d'augmenter la hauteur cf schéma 10-5	1/ h = Δh entre sol existant avant travaux et tout point du bât (hors ouvrages techniques) 2/ h faitage ≤ 9m, 12m pour hôtel 3/ h égout ≤ 6m, 8m pour hôtel 4/ annexes : h égout ≤ 3,50m 5/ pour transformation bât existant à toit terrasse ou à un pan, possibilité d'augmenter la hauteur cf schéma 10-5	1/ h = Δh entre sol existant avant travaux et tout point du bât (hors ouvrages techniques) 2/ h faitage ≤ 12m 3/ h égout ≤ 9m 4/ annexes : h égout ≤ 3,50m 5/ pour transformation bât existant à toit terrasse ou à un pan, possibilité d'augmenter la hauteur cf schéma 10-5
article 12 : stationnement	habitation : 1 place / 35m² SHON et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher restaurants : 1 place pour 20 m² de salle de restaurant hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels restaurants : règle la plus restrictives entre hôtels et restaurants	habitation : 1 place / 35m² SHON et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher restaurants : 1 place pour 20 m² de salle de restaurant hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels restaurants : règle la plus restrictives entre hôtels et restaurants	habitation : 1 place / 35m² SHON et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher restaurants : 1 place pour 20 m² de salle de restaurant hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels restaurants : règle la plus restrictives entre hôtels et restaurants	habitation : 1 place / 35m² SHON et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher restaurants : 1 place pour 20 m² de salle de restaurant hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels restaurants : règle la plus restrictives entre hôtels et restaurants	habitation : 1 place / 35m² SHON et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher restaurants : 1 place pour 20 m² de salle de restaurant hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels restaurants : règle la plus restrictives entre hôtels et restaurants
article 13 : espaces libres	obligation de réaliser des terrains de jeux	obligation de réaliser des terrains de jeux	obligation de réaliser des terrains de jeux	obligation de réaliser des terrains de jeux	obligation de réaliser des terrains de jeux
article 14 : COS	* COS = 0,80 * pour les hôtels : COS = 1,60 application des articles 3 à 13	* COS = 0,80 * pour les hôtels : COS = 1,60 * en UB1, pas de COS : intégration des aménagements dans le volume existant * pour hôtels existants à l'approbation du POS, ds cadre d'amélioration sans augmentation capacité d'accueil, pas de COS pour aménagement et changement de destination sous réserve que l'augmentation de l'emprise au sol soit réalisée en 1 fois et soit ≤ à 5% de l'existant	* COS = 0,40 * pour les hôtels : COS = 1,60 , pour collectifs et groupés : COS = 0,50 * pas ce COS pour SP et intérêt collectif * pour hôtels existants à l'approbation du POS, ds cadre d'amélioration sans augmentation capacité d'accueil, pas de COS pour aménagement et changement de destination sous réserve que l'augmentation de l'emprise au sol soit réalisée en 1 fois et soit ≤ à 5% de l'existant	* COS = 0,20 * pour les hôtels : COS = 1,60 , pour collectifs et groupés : COS = 0,50 * lotissement du SERROZ : COS = 0,30 * pour hôtels existants à l'approbation du POS, ds cadre d'amélioration sans augmentation capacité d'accueil, pas de COS pour aménagement et changement de destination sous réserve que l'augmentation de l'emprise au sol soit réalisée en 1 fois et soit ≤ à 5% de l'existant	les logements de fonction ne dépasseront pas 150m² de SHON, pour les autres constructions pas de COS
article 15 : dépassement de COS	Sans objet	1,1/ dépassement pour aménagement bât existants pour mise aux normes ou amélioration architecturale comme prévue à l'art 10 alinéa 5 1,2/ dépassement suite à sinistre ou démolition : reprise du volume, S plancher correspondant à l'existant n'est pas prise en compte ds cacul de la participation si DPC faite avant 2 ans après sinistre	1,1/ dépassement pour aménagement bât existants pour mise aux normes ou amélioration architecturale comme prévue à l'art 10 alinéa 5 1,2/ dépassement suite à sinistre ou démolition : reprise du volume, S plancher correspondant à l'existant n'est pas prise en compte ds cacul de la participation si DPC faite avant 2 ans après sinistre	1,1/ dépassement pour aménagement bât existants pour mise aux normes ou amélioration architecturale comme prévue à l'art 10 alinéa 5 1,2/ dépassement suite à sinistre ou démolition : reprise du volume, S plancher correspondant à l'existant n'est pas prise en compte ds cacul de la participation si DPC faite avant 2 ans après sinistre	Sans objet

définitions

h=hauteur à l'aplomb par rapport au TN avant travaux
hauteur absolue : h = d entre tout point du bât et niveau 0 (dalle) à son aplomb (hors ouvrages techniques)
hauteur relative : h = d entre tout point et niveau TN avant travaux à son aplomb (hors ouvrages techniques)

UF	Uzac1		INA	1INA
	Zone d'Aménagement Concerté dite "ZAC des Charbonnières" Sa	Za	zones réservées à une urbanisation future, compte tenu d'un niveau d'équipements et de desserte actuellement insuffisante et/ou de la volonté de promouvoir une urbanisation organisée liée à leur situation	
oragnisation et satisfaction des besoins collectifs directement liés au tourisme estival et hivernal, à la pratique des sports et des loisirs	secteurs réservés à la voirie, à l'usage du ski et aux emprises et surfaces destinées aux équipements d'intérêt collectif	secteurs Za 1, Za 2 et Za 3 sont destinés aux hébergements touristiques sous forme d'immeubles collectifs, avec stationnements. Cette numérotation 1, 2 et 3 ne correspond pas à une réglementation particulière entre ces 3 secteurs, mais à des contraintes de protection contre l'avalanche particulières	zones dont l'urbanisation interviendra sous réserve de la réalisation des équipements et qu'elle s'inscrive dans le cadre d'un schéma d'aménagement couvrant l'ensemble de la zone	urbanisables soit à l'occasion d'une modification du Plan Local d'Urbanisme, soit d'une Z.A.C.
équipements et installations à usage collectif destinés à la pratique estivale et hivernale des loisirs touristiques et sportifs liés à la montagne, ainsi que les restaurants			constructions à usage d'équipements publics, réhabilitation des bâtiments existants	aménagement ou l'extension mesurée (n'excédant pas 50 m² de SHON des établissements et logements existants à la date d'approbation du P.O.S.).
logements de fonction indispensables au fonctionnement des installations autorisées dans la limite de 150 m² SHON par logement			<u>urbanisation sous forme d'urbanisation organisée :</u> Insertion obligatoire dans une opération d'ensemble Lotissement, association foncière urbaine, zone d'aménagement concerté couvrant l'ensemble de la zone I NA, ou permis groupé sur une partie de la zone I NA s'il s'inscrit dans un schéma d'aménagement sur l'ensemble de la zone I NA; opérations d'aménagement porteront sur une superficie de terrain d'au moins 1 ha ou la totalité de la zone repérée au plan, la réalisation pouvant se faire par tranche de 1 000 m²; toute demande d'autorisation de construire devra préalablement faire l'objet d'un plan de composition et d'un programme d'équipement	ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics
aires de stationnement de véhicules nécessaires au fonctionnement des activités autorisées dans la zone et autres installations et travaux divers sous réserve que ceux-ci ne soient pas de nature à porter atteinte au caractère des lieux	voiries principales et chemins de desserte, domaine skiable, locaux nécessaires à l'exploitation des pistes et des remontées mécaniques et à tous équipements publics quels qu'ils soient, parkings publics	constructions à usage de résidences de tourisme, constructions à usage de l'hôtellerie, constructions à usage de parashôtellerie, constructions à usage de stationnement et garages, ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics, restaurants-bar	<u>urbanisation ous forme d'urbanisation non organisée :</u> aménagement des constructions existantes sans changement d'affectation ou en vue de l'habitation, à condition qu'il s'agisse de construction dont le « clos » et le « couvert » sont encore assurés à la date de la demande, reconstruction des bâtiments dans leur volume initial en cas de destruction accidentelle, s'ils ne conduisent à aucun préjudice d'intérêt public, secteur I NAd des Routes est admise la construction de l'habitation principale liée aux activités existantes dans le secteur	
Tous modes d'occupation ou d'utilisation non mentionnés à l'article 1	toutes les occupations non autorisées à l'article ci-avant	installations classées, ouvertures de carrières ou leur extension, dépôts de toute nature, terrains de camping et de caravaning, stationnement isolé des caravanes, des mobil homes, constructions à usage industriel, artisanal et agricole, constructions à usage de collectivité d'enfants, édification de clôtures, commerces, à l'exception des restaurants-bars.	Sont interdits en I Nab, I NAc, I NAd et I NAe, tous les modes d'occupation et d'utilisation du sol autres que ceux visés à l'article I NA 1, notamment : habitations légères de loisirs ; ouverture et l'exploitation de carrières et gravières , installation de terrains de camping, d'aires naturelles de camping et le stationnement de caravanes, décharges, les dépôts de matériaux et de véhicules à l'air libre	Les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent sont interdites
Sans objet	Sans objet	Sans objet	pour la zone I NAb, application des articles 6 à 8 et 10 à 12 de la zone UB ; pour la zone I NAc, application des articles 3 à 13 de la zone UC ; pour la zone I NAd, application des articles 3 à 13 de la zone UD ; pour la zone I NAe, application des articles 3 à 13 de la zone UE	Sans objet
			Voir ci-dessus	
1/ * en agglo : d ≥ Δh entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC * hors agglo : d ≥ 20m/axe des RD, voir 14m avec accord gestionnaire, d ≥ 6m/axe des VC 2/ distance peut être réduite en cas de réfection, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant	Sans objet	d ≥ 6m à l'axe de la voie principale, d ≥ 5m à l'axe de la voie principale pour les garages, sauf en cas de problème de visibilité A l'amont et à l'aval de la piste de ski, les constructions doivent s'implanter à une distance de 4 mètres minimum par rapport au bord de cette piste	Voir ci-dessus	Sans objet
1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment en limite si accord entre voisins * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sablière ≤ 2,50m, h faîtage ≤ 6m et L ≤ 8m sur limite * réfection, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * ouvrages d'intérêt général de faible importance : implantation dans prospect possible pour raisons techniques, de sécurité ou de fonctionnement	Sans objet	Sans objet	Voir ci-dessus	Sans objet
Sans objet	Sans objet	Sans objet	Voir ci-dessus	Sans objet
Sans objet	Sans objet	Sans objet	Voir ci-dessus	Sans objet
1,1/ h = Δh entre sol existant avant travaux et tout point du bât (hors ouvrages techniques) 1,2/ h faîtage ≤ 15m 1,3/ annexes : h égout ≤ 9m 1,4/ pour transformation bât existant à toit terrasse ou à un pan, possibilité d'augmenter la hauteur cf schéma 10-5 2/ équipements publics : pas de hauteur max pour constructions dont caractéristiques correspondent à des nécessités techniques liées à leur fonction	Sans objet	hauteur des constructions ≤ R + 2 + COMBLES à l'amont et ≤ R + 3 + COMBLES à l'aval (parkings en sous-sol). hauteur à l'égout de toiture ≤ 9 mètres hauteur peut être augmentée d'un niveau supplémentaire sur 30 % de la surface totale du bâti. Ce pourcentage autorise une dérogation qui est soit globale (de 30 %) soit répartie (par exemple en 3 fois 10 %). Dans ce cas la hauteur prise à l'égout de toiture pour ces 30 % ne doit pas excéder 12 mètres	<u>zone INad des Routes :</u> hauteur maximum des constructions doit être celle d'un bâtiment R + 2 avec combles aménageables hauteur à la sablière ≤ 9 mètres hauteur au faîtage ≤15 mètres hauteur des annexes ≤ 3,50 m à l'égout de toiture	Sans objet
habitation : 1 place / 35m² SHON et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher restaurants : 1 place pour 20 m² de salle de restaurant hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels restaurants : règle la plus restrictives entre hôtels et restaurants	Sans objet	1 place / 50 m² SHON, 1 place minimum par logements et 50% des places couvertes	Voir ci-dessus	Sans objet
obligation de réaliser des espaces verts	espaces non bâtis seront verdurés et plantés, avec des essences locales exclusivement	espaces non bâtis seront verdurés et plantés, avec des essences locales exclusivement	Voir ci-dessus	Sans objet
1/ * les logements de fonction ne dépasseront pas 150m² de SHON * les restaurants ne dépasseront pas 450m² de SHON 2/ pas de COS pour les autres constructions	pas de COS fixé dans cette zone	SHON maximale autorisée est de 20.000 m² pour des hébergements touristiques	pour la zone I NAc, application de l'article 14 de la zone UC; pour la zone I NAd, application de l'article 14 de la zone UD ; pour la zone I NAe, application de l'article 14 de la zone UE	Sans objet
Sans objet	Sans objet	Sans objet	pour la zone I NAc, application de l'article 15 de la zone UC; pour la zone I NAd, application de l'article 15 de la zone UD ; pour la zone I NAe, application de l'article 15 de la zone UE	Sans objet

Règlement PLU

	Ua	Ub	Uc	Ud	Ue	Uf
entête	<i>ensembles bâtis anciens + ou - denses, habitat et activités. Conservation du tissu bâti intéressant</i>	<i>zones agglomérées denses : logements et commerces principalement</i>	<i>zones d'extensions d'agglomération, densité moyenne : logements, commerces et RT principalement</i>	<i>zones d'extension de l'urbanisation à faible densité</i>	<i>réserve aux activités industrielles, artisanales ou agricoles et aux entrepôts</i>	<i>cragnisation et satisfaction des besoins collectifs directement liés au tourisme estival et hivernal, à la pratique des sports et des loisirs</i>
article 1 : occupations interdites	installations classées autres que celles admises à l'article Ua 2 , dépôts non liés à des établissements classés autorisés en Ua 2 , stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, affouillements et les exhaussements du sol sauf s'ils sont liés à une opération autorisée, constructions destinées à l'activité agricole et forestière, constructions destinées aux activités industrielles, constructions destinées à l'entreposage secteur Uas les constructions en superstructure pour en garantir l'utilisation touristique hivernale et estivale à des fins de sports ou de loisirs	installations classées autres que celles admises à l'article Ub 2 , dépôts non liés à des établissements classés autorisés en Ub 2 , stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, affouillements et les exhaussements du sol sauf s'ils sont liés à une opération autorisée, constructions destinées à l'activité agricole et forestière, constructions destinées aux activités industrielles	installations classées, dépôts de toute nature , stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, affouillements et les exhaussements du sol sauf s'ils sont liés à une opération autorisée, constructions nouvelles destinées à l'usage agricole et forestier, à l'usage industriel, à l'usage de collectivité d'enfants secteur Ucs les constructions en superstructure pour en garantir l'utilisation touristique hivernale et estivale à des fins de sports ou de loisirs	installations classées, dépôts de toute nature , stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, affouillements et les exhaussements du sol sauf s'ils sont liés à une opération autorisée, constructions nouvelles destinées à l'usage agricole et forestier, à l'usage industriel, à l'usage de collectivité d'enfants	habitations, collectivités d'enfants, hôtels, résidences de tourisme, terrains de camping caravanning, stationnement isolé des caravanes et mobil homes, affouillements et les exhaussements du sol sauf s'ils sont liés à une opération autorisée,	Tous modes d'occupation ou d'utilisation non mentionnés à l'article Uf 2
article 2: occupations admises sous conditions	hôtellerieà condition que les établissements conventionnent avec la commune , commerces, artisanat ou établissement classé à condition qu'ils ne créent pas de nuisances pour le voisinage, annexes sur le même linéament que la construction principale ; ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ; Les dépôts liés aux installations classées suivantes : liées et nécessaires au fonctionnement des services publics, aménagement et extension des installations existantes classées liées et nécessaires à l'activité agricole, sous réserve de compatibilité avec l'habitat, aménagement des constructions liées et nécessaires à l'activité agricole, sous réserve de rester compatible avec l'habitat En secteur Uas : occupations et utilisations souterraines, aménagements, équipements et les parkings	hôtellerieà condition que les établissements conventionnent avec la commune , commerces, artisanat, bureaux et services à condition qu'ils ne créent pas de nuisances pour le voisinage, Les dépôts liés aux installations classées suivantes : installations classées qui correspondent à des activités nécessaires à la vie et à la commodité des habitants et ne doivent entraîner pour le voisinage aucune incommodité et, en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux, aucune insalubrité ou sinistre susceptibles de causer des dommages graves et irréparables aux personnes et aux biens	hôtellerie et hébergement touristique à condition que les établissements conventionnent avec la commune , les équipements collectifs compatibles avec l'habitat, ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics clôtures situées sur un itinéraire de ski amovibles En secteur Ucs : occupations et utilisations souterraines, aménagements, équipements et les parkings	hôtellerie et hébergement touristique à condition que les établissements conventionnent avec la commune , les équipements collectifs compatibles avec l'habitat, ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics En secteur Ues : occupations et utilisations souterraines, aménagements, équipements et les parkings	équipements collectifs sous réserve de leur intégration dans l'environnement bâti, commerces, d'artisanat à condition qu'ils ne créent pas de nuisances pour le voisinage, bureaux ou de services à condition qu'ils ne créent pas de nuisances pour le voisinage, stationnement et de garages à condition qu'ils s'intègrent dans le tissu bâti et l'environnement paysager, e) industriel à condition qu'elles ne créent pas de nuisances pour le voisinage, f) d'entrepôts commerciaux sous réserve de masquer la vue sur ceux-ci depuis le domaine public, g) agricole sous réserve de rester compatible avec l'activité de la zone installations classées qui correspondent à des activités nécessaires à la vie et à la commodité des habitants et ne doivent entraîner pour le voisinage aucune incommodité et, en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux, aucune insalubrité ou sinistre susceptibles de causer des dommages graves et irréparables aux personnes et aux biens lotissements installations et travaux divers à condition qu'ils n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité et, en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux, aucune insalubrité ou sinistre susceptibles de causer des dommages graves et irréparables aux personnes et aux biens clôtures situées sur un itinéraire de ski amovibles En secteur Ues : occupations et utilisations souterraines, aménagements, équipements et les parkings	constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif à condition qu'ils soient destinés à la pratique estivale et hivernale des loisirs touristiques et sportifs liés à la montagne, ainsi que les activités commerciales liées logements de fonction à conditions qu'ils indispensables au fonctionnement des installations autorisées dans la limite de 150 m² de Surface de Plancher par logement commerces liés à la restauration à conditions qu'ils soient indispensables au fonctionnement des installations autorisées et limitées de 450 m² de SP aires de stationnement de véhicules nécessaires au fonctionnement des activités autorisées dans la zone et autres installations et travaux divers sous réserve que ceux-ci ne soient pas de nature à porter atteinte au caractère des lieux
article 5 : caractéristiques terrain	Non réglementé	Non réglementé	Non réglementé	Non réglementé	Non réglementé	Non réglementé
article 6 : distance/ domaine publique	1/ recul tracé sur plan ou recul de 2m minimum 2/ garage : stationnement des véhicules hors voie publique 3/ Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire et permanent) maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblai, recul vis-à-vis des cours d'eau ≥ 5m, à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux 4/ secteur Uas : implantation des petits équipements techniques libre, en dehors des passages skieurs, recul minimum de 5 mètres pour les constructions par rapport à l'alignement, sauf indications contraires portées au document graphique	1/ * en aggio : d ≥ ∆h entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC * hors aggio : si pente voirie < 20%, d ≥ 20m/axe des RD, si pente voirie >20% d ≥14m /axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC 2/ distance peut être réduite en cas de réflexion, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant 3/ Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire et permanent) maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblai, recul vis-à-vis des cours d'eau ≥ 5m, à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux 4/ bâtiments et équipements publics : implantation libre	1/ * en aggio : d ≥ ∆h entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC * hors aggio : si pente voirie < 20%, d ≥ 20m/axe des RD, si pente voirie >20% d ≥14m /axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC 2/ distance peut être réduite en cas de réflexion, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant 3/ Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire et permanent) maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblai, recul vis-à-vis des cours d'eau ≥ 5m, à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux 4/ secteur Ucs : implantation des petits équipements techniques libre, en dehors des passages skieurs, recul minimum de 5 mètres pour les constructions par rapport à l'alignement, sauf indications contraires portées au document graphique 5/ bâtiments et équipements publics : implantation libre	1/ * en aggio : d ≥ ∆h entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC * hors aggio : si pente voirie < 20%, d ≥ 20m/axe des RD, si pente voirie >20% d ≥14m /axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC 2/ distance peut être réduite en cas de réflexion, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant 3/ Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire et permanent) maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblai, recul vis-à-vis des cours d'eau ≥ 5m, à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux 4/ bâtiments et équipements publics : implantation libre	1/ * en aggio : d ≥ ∆h entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC * hors aggio : si pente voirie < 20%, d ≥ 20m/axe des RD, si pente voirie >20% d ≥14m /axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC 2/ distance peut être réduite en cas de réflexion, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant 3/ Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire et permanent) maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblai, recul vis-à-vis des cours d'eau ≥ 5m, à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux 4/ secteur Ues : implantation des petits équipements techniques libre, en dehors des passages skieurs, recul minimum de 5 mètres pour les constructions par rapport à l'alignement, sauf indications contraires portées au document graphique 5/ bâtiments et équipements publics : implantation libre	1/ * en aggio : d ≥ ∆h entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC * hors aggio : si pente voirie < 20%, d ≥ 20m/axe des RD, si pente voirie >20% d ≥14m /axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC 2/ distance peut être réduite en cas de réflexion, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant 3/ Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire et permanent) maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblai, recul vis-à-vis des cours d'eau ≥ 5m, à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux 4/ bâtiments et équipements publics : implantation libre
article 7 : distance/ limites	1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment aveugle en limite, dans les limites du gabarit de celui-ci * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sur limite ≤ 2,50m et L ≤ 8m sur limite * réflexion, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * bâtiments et ouvrages d'intérêt général : implantation libre 3/ secteur Uas : possibilité de s'implanter en limite 4/ Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire et permanent) maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblai, recul vis-à-vis des cours d'eau ≥ 5m, à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux	1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment en limite si accord entre voisins * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sur limite ≤ 2,50m et L ≤ 8m sur limite * réflexion, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * bâtiments et ouvrages d'intérêt général : implantation libre 3/ Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire et permanent) maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblai, recul vis-à-vis des cours d'eau ≥ 5m, à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux	1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment en limite si accord entre voisins * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sur limite ≤ 2,50m et L ≤ 8m sur limite * réflexion, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * bâtiments et ouvrages d'intérêt général : implantation libre 3/ secteur Ucs : possibilité de s'implanter en limite 4/ Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire et permanent) maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblai, recul vis-à-vis des cours d'eau ≥ 5m, à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux	1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment en limite si accord entre voisins * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sur limite ≤ 2,50m et L ≤ 8m sur limite * réflexion, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * bâtiments et ouvrages d'intérêt général : implantation libre 3/ Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire et permanent) maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblai, recul vis-à-vis des cours d'eau ≥ 5m, à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux	1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment en limite si accord entre voisins * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sur limite ≤ 2,50m et L ≤ 8m sur limite * réflexion, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * bâtiments et ouvrages d'intérêt général : implantation libre 3/ secteur Ues : possibilité de s'implanter en limite 4/ Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire et permanent) maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblai, recul vis-à-vis des cours d'eau ≥ 5m, à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux	1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment en limite si accord entre voisins * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sur limite ≤ 2,50m et L ≤ 8m sur limite * réflexion, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * bâtiments et ouvrages d'intérêt général : implantation libre 3/ Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire et permanent) maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblai, recul vis-à-vis des cours d'eau ≥ 5m, à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux
article 8 : distance/ autres bâtiment sur même terrain	Non réglementé	1/ d ≥ 4m 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc	Non réglementé	Non réglementé	Non réglementé	Non réglementé
article 9 : CES	Non réglementé	Non réglementé	Non réglementé	Non réglementé	Non réglementé	Non réglementé
article 10 : hauteur	1/ hauteur max = 12m * démolition/reconstruction : h = hauteur initiale + ou - 50cm * remblaiement h max de 1,00m et un déblaiement h max de 3,00m par rapport au sol naturel 2/ annexes : h = 2,50 + d/2 et h max = 6m. Hauteur maximum sur limite de 2,50m 3/ transformations de toiture : possibilité de dépasser de 3m max la hauteur de zone ou pente de toit à 35% mini si passage au toit à 2 pans 4/ équipements publics : hauteur libre 5/ secteur Uas : non réglementé	1/ h = ∆h entre sol existant avant travaux et tout point du bât (hors ouvrages techniques) h falstage ≤ 15m, h égout ≤ 11m * remblaiement h max de 1,00m et un déblaiement h max de 3,00m par rapport au sol naturel 2/ annexes : h = 2,50 + d/2 et h max = 6m. Hauteur maximum sur limite de 2,50m 3/ transformations de toiture : possibilité de dépasser de 3m max la hauteur de zone ou pente de toit à 35% mini si passage au toit à 2 pans 4/ équipements publics : hauteur libre	1/ h = ∆h entre sol existant avant travaux et tout point du bât (hors ouvrages techniques) h falstage ≤ 12m, 15m pour hôtel ; h égout ≤ 8m, 11m pour hôtel * remblaiement h max de 1,00m et un déblaiement h max de 3,00m par rapport au sol naturel 2/ annexes : h = 2,50 + d/2 et h max = 6m. Hauteur maximum sur limite de 2,50m 3/ transformations de toiture : possibilité de dépasser de 3m max la hauteur de zone ou pente de toit à 35% mini si passage au toit à 2 pans 4/ équipements publics : hauteur libre 5/ secteur Ucs : non réglementé	1/ h = ∆h entre sol existant avant travaux et tout point du bât (hors ouvrages techniques) h falstage ≤ 9m, 12m pour hôtel ; h égout ≤ 6m, 8m pour hôtel * remblaiement h max de 1,00m et un déblaiement h max de 3,00m par rapport au sol naturel 2/ annexes : h = 2,50 + d/2 et h max = 6m. Hauteur maximum sur limite de 2,50m 3/ transformations de toiture : possibilité de dépasser de 3m max la hauteur de zone ou pente de toit à 35% mini si passage au toit à 2 pans 4/ équipements publics : hauteur libre	1/ h = ∆h entre sol existant avant travaux et tout point du bât (hors ouvrages techniques) h falstage ≤ 12m, h égout ≤ 9m * remblaiement h max de 1,50m et un déblaiement h max de 2,00m par rapport au sol naturel 2/ annexes : h = 2,50 + d/2 et h max = 6m. Hauteur maximum sur limite de 2,50m 3/ transformations de toiture : possibilité de dépasser de 3m max la hauteur de zone ou pente de toit à 35% mini si passage au toit à 2 pans 4/ équipements publics : hauteur libre 5/ secteur Ues : non réglementé	1/ h = ∆h entre sol existant avant travaux et tout point du bât (hors ouvrages techniques) h falstage ≤ 15m * remblaiement h max de 1,00m et un déblaiement h max de 3,00m par rapport au sol naturel 2/ annexes : h = 2,50 + d/2 et h max = 6m. Hauteur maximum sur limite de 2,50m 3/ transformations de toiture : possibilité de dépasser de 3m max la hauteur de zone ou pente de toit à 35% mini si passage au toit à 2 pans 4/ équipements publics : hauteur libre
article 12 : stationnement	habitation : 1 place / 35m² SP et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels avec commerces : règle la plus restrictives entre hôtels et commerces	habitation : 1 place / 35m² SP et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels avec commerces : règle la plus restrictives entre hôtels et commerces	habitation : 1 place / 35m² SP et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels avec commerces : règle la plus restrictives entre hôtels et commerces	habitation : 1 place / 35m² SP et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels avec commerces : règle la plus restrictives entre hôtels et commerces	habitation : 1 place / 35m² SP et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels avec commerces : règle la plus restrictives entre hôtels et commerces	habitation : 1 place / 35m² SP et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels avec commerces : règle la plus restrictives entre hôtels et commerces
article 13 : espaces libres	minimum de 30% d'espaces non imperméabilisé par tènement	minimum de 30% d'espaces non imperméabilisé par tènement	minimum de 50% d'espaces non imperméabilisé par tènement	minimum de 50% d'espaces non imperméabilisé par tènement	dépôts doivent être cachés à la vue du voisinage minimum de 30% d'espaces non imperméabilisé par tènement	l'ensemble des surfaces au sol non occupées par les constructions et par les aires de stationnement à l'air libre aménagé en espaces verts ou en continuité de traitement de l'espace public plantations existantes maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes de même essence locale
article 14 : COS	application des articles 3 à 13	* COS = 0,80 * pour les hôtels : COS = 1,60	* COS = 0,50 * pour les hôtels : COS = 1,60 * pas de COS pour SP et intérêt collectif	* COS = 0,30 * pas de COS pour les hôtels existants	pas de COS	pas de COS
définitions	h=hauteur à l'aplomb par rapport au TN avant travaux hauteur absolue : h = d entre tout point du bât et niveau 0 (dalle) à son aplomb (hors ouvrages techniques) hauteur relative : h = d entre tout point et niveau TN avant travaux à son aplomb (hors ouvrages techniques)					

Ug	Ut	AU	AUc	AUd	AUF	AUp
ganisation et la satisfaction des besoins en stationnement dans les hameaux et villages	ensembles bâtis anciens (hameaux et villages), dont la qualité remarquable conduit à prendre des dispositions spécifiques de sauvegarde de son tissu bâti et non bâti. Leur urbanisation est considérée comme achevée	zones urbanisables à l'occasion d'une modification ou d'une révision simplifiée du P.L.U.	zones périphériques de certains hameaux. Soumis au L.123-2-a. Ouverture à l'urbanisation conditionnée par l'acceptation d'un plan d'aménagement d'ensemble. La typologie des bâtiments est celle de petits collectifs	zones périphériques de certains hameaux. Soumis au L.123-2-a. Ouverture à l'urbanisation conditionnée par l'acceptation d'un plan d'aménagement d'ensemble. La typologie des bâtiments est celle de l'habitat individuel	zone du Pontet où la restructuration du front de neige sera accompagnée d'équipements publics liés aux tourisimes et aux loisirs. Soumis au L.123-2-a. Ouverture à l'urbanisation conditionnée par l'acceptation d'un plan d'aménagement d'ensemble.	secteur situé à l'arrière de la mairie destiné à accueillir un projet de parking souterrain. Soumis au L.123-2-a. Ouverture à l'urbanisation conditionnée par l'acceptation d'un plan d'aménagement d'ensemble.
Tous modes d'occupation ou d'utilisation non mentionnés à l'article Ug 2	les installations classées autres que celles admises à l'article Ut 1, les dépôts non liés à des établissements classés autorisés en Ut 1 § 2, le stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, les affoulements et les exhaussements du sol sauf s'ils sont liés à une opération autorisée, les constructions recevant des collectivités, les constructions destinées à l'activité agricole, aux activités artisanales, aux activités industrielles.	occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article suivant sont interdites.	installations classées, dépôts de toute nature , stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, affoulements et les exhaussements du sol, constructions nouvelles destinées à l'usage agricole et forestier, à l'usage industriel, à l'usage de collectivité d'enfants	installations classées, dépôts de toute nature , stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, affoulements et les exhaussements du sol, constructions nouvelles destinées à l'usage agricole et forestier, à l'usage industriel, à l'usage de collectivité d'enfants	occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article suivant sont interdites	occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article suivant sont interdites
Seuls les aménagements nécessaires à la réalisation de plateforme permettant le stationnement aérien de véhicule sont autorisés secteur Ug1, les garages enterrés à condition que ceux-ci ne soient pas de nature à porter atteinte au caractère des lieux et que la partie visible hors du terrain se limite à l'accès	hôtellerie à condition que les établissements conventionnement avec la commune, de commerces, d'artisanat ou d'établissement classé à condition qu'ils ne créent pas de nuisances pour le voisinage, de bureaux ou de services, les annexes sur le même terrain que la construction principale. ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics aménagement des constructions existantes liées et nécessaires à une activité agricole, sous réserve de rester compatible avec l'habitat reconstruction des ruines est autorisée à l'identique si les ruines étaient présentes sur la Mappe Sarde	Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics Les constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisés à condition qu'ils s'inscrivent dans le plan d'aménagement d'ensemble de la zone	Les conditions d'ouverture à l'urbanisation doivent respecter des orientations d'aménagement et de programmation correspondantes à chaque zone Les opérations d'aménagement porteront sur la totalité de la zone repliée au plan, la réalisation pouvant se faire par tranche : - La conception et la localisation du projet ne devront pas conduire à des délaisés de terrain inconstructible et l'opération devra être compatible avec le développement ultérieur sur l'ensemble de la zone - Les équipements publics desservant le terrain devront être adaptés à l'importance de l'opération projetée et à l'importance de la zone dans sa globalité Sous réserve de l'application des conditions énoncées ci-dessus, il sera fait application de l'article Uc 1 pour les secteurs AUc, Ud 1 pour les secteurs AUd	Les conditions d'ouverture à l'urbanisation doivent respecter des orientations d'aménagement et de programmation correspondantes à chaque zone Les opérations d'aménagement porteront sur la totalité de la zone repliée au plan, la réalisation pouvant se faire par tranche : - La conception et la localisation du projet ne devront pas conduire à des délaisés de terrain inconstructible et l'opération devra être compatible avec le développement ultérieur sur l'ensemble de la zone - Les équipements publics desservant le terrain devront être adaptés à l'importance de l'opération projetée et à l'importance de la zone dans sa globalité Sous réserve de l'application des conditions énoncées ci-dessus, il sera fait application de l'article Uc 1 pour les secteurs AUc, Ud 1 pour les secteurs AUd	présentation d'un schéma d'aménagement de l'ensemble de la zone. ouverture à l'urbanisation nécessitant une modification ou une révision simplifiée du PLU aménagement ou l'extension mesurée (n'excédant pas 50 m² de Surface de Plancher des établissements et logements existants à la date d'approbation du P.L.U.). ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics	présentation d'un schéma d'aménagement de l'ensemble de la zone. ouverture à l'urbanisation nécessitant une modification ou une révision simplifiée du PLU ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics
Non réglementé	Non réglementé	Sans objet	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Sans objet	Sans objet
Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire et permanent) maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblai, recul vis-à-vis des cours d'eau ≥ 5m, à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux secteur Ug1 : les garages enterrés (conformément aux dispositions de l'article Ug 11) pourront être implantés avec un recul de 3 mètres bâtiments et équipements publics : implantation libre	démolition – reconstruction de tout ou partie du bâtiment, la nouvelle construction doit être implantée dans une bande de 0,50 m à l'intérieur de la parcelle depuis le nu extérieur du mur existant	Sans objet	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Sans objet	Sans objet
secteur Ug1 : les constructions peuvent s'implanter sur limite séparative	démolition-reconstruction, la nouvelle construction devra reprendre l'assiette du bâtiment ancien à plus ou moins 0,50 m près, depuis le nu extérieur du mur existant. Les dépassées de toiture sont autorisées dans la limite de 1,2 m	Sans objet	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Sans objet	Sans objet
secteur Ug1 : les constructions peuvent s'implanter librement les unes par rapport aux autres à l'intérieur d'une même propriété	Non réglementé	Sans objet	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Sans objet	Sans objet
Non réglementé	Non réglementé	Sans objet			Sans objet	Sans objet
secteur Ug1 : toute construction doit être enterrée à l'exception de l'entrée donnant accès sur le domaine public	démolition-reconstruction la hauteur imposée est celle du bâtiment initial à plus ou moins 0.50m. Il appartient au pétitionnaire d'apporter la preuve de la hauteur initiale du bâtiment concerné La hauteur des annexes est limitée à la hauteur des constructions existantes	Sans objet	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Sans objet	Sans objet
Non réglementé	habitation : 1 place / 35m² SP et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de surface de plancher	Sans objet	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Sans objet	Sans objet
Non réglementé	Les espaces imperméabilisés pourront être augmenté au maximum de 10%	Sans objet	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Sans objet	Sans objet
application des articles 3 à 13	Non réglementé	Sans objet	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Sans objet	Sans objet

	I NC	I NCa	I NCf	I NCs	I NCz
entête	espaces naturels productifs dont la protection s'étend à long terme en raison de l'atout économique qu'elles représentent (ex. agriculture et forêt, carrières, domaines skiables etc...)	secteur où la restauration des villages est autorisée	secteurs de forêt	secteurs de pistes et d'exploitation du domaine skiable au sens des articles 49 à 54 de la loi du 9 janvier 1985 n°85-30 relative au développement et à la protection de la montagne	secteur soumis à des risques naturels, dans lequel tout projet de construction doit recueillir l'avis favorable des services administratifs compétents
article 1 : occupations du sol admises	<p>1.1. L'édification de clôtures autres que celles nécessaires à l'activité agricole ou forestière est soumise à déclaration préalable (article L 422.2 du Code de l'Urbanisme).</p> <p>1.2. Les installations et travaux divers définis à l'article R 442.2 du Code de l'Urbanisme, sont soumis à l'autorisation conformément aux dispositions des articles R 442.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.</p> <p>1.3. Les démolitions sont soumises au permis de démolir dans le périmètre de protection des monuments historiques et des sites protégés.</p> <p>Les défrichements sont soumis à autorisation dans les massifs boisés non classés faisant partie d'un massif de plus de 4 ha</p> <p>1.5 Les cheminements piétons et skieurs portés au plan doivent être préservés.</p> <p>De nouveaux cheminements piétons et skieurs pourront être créés. Ces cheminements devront être d'une largeur minimale de 8 mètres aux lieudits « Le Batu », « Vers le Rieux Benoît », « Sous le Rocher St-Pierre », « Le Moulin Benjamin », « Les Girards ».</p> <p>Sont admises sous conditions, les constructions et aménagements à usage agricole, Les logements de fonction à raison d'un logement de 150 m² par établissement, Les équipements collectifs sauf en NCf, Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics, L'ouverture et l'exploitation de carrières sauf dans le secteur I NCs, La restauration, l'aménagement, la reconstruction des chalets d'alpages avec changement de destination,</p> <p>L'aménagement de places de stationnements extérieures, la construction de garages</p> <p>L'aménagement de places de stationnements extérieures</p> <p>tout projet de construction devra recueillir l'avis favorable des services administratifs compétents en matière de présentation des risques naturels</p>				
article 2 : occupations et utilisation du sol interdites	Les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article I NC 1				
article 5 : caractéristiques des terrains	Sans objet.				
article 6 : distance/ domaine publique	<p>1/ * en agglo : d ≥ Δh entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC</p> <p>* hors agglo : d ≥ 20m/axe des RD, voir 14m avec accord gestionnaire, d ≥ 6m/axe des VC</p> <p>2/ distance peut être réduite en cas de réfection, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant</p>				
article 7 : distance/ limites	<p>1. Les constructions peuvent s'implanter aux limites séparatives :</p> <p>a) en cas de constructions simultanées de part et d'autre des limites séparatives.</p> <p>b) Pour s'appuyer sur un bâtiment existant édifié sur la limite séparative</p> <p>c) En cas de réalisation d'une construction annexe dont la hauteur hors tout ne dépasse pas 3,5 m.</p> <p>2. Dans le cas contraire, la distance ne peut être inférieure à 4 m.</p> <p>3. Cette distance pourra être diminuée d'un mètre pour ce qui concerne les corniches, débords de toiture et balcons.</p> <p>4. En cas de reconstruction après sinistre, les prospects à respecter pourront être ceux qui existaient précédemment.</p> <p>5. En I NCa application de l'article UA 7</p>				
article 8 : distance/ autres bâtiment sur même terrain	<p>1. Une distance minimale d'au moins 4 m est imposée entre deux bâtiments non contigus.</p> <p>2. Une tolérance de 1 m pour les balcons, débords de toiture et corniches peut être admise.</p>				
article 9 : CES	Sans objet.				
article 10 : hauteur	<p>1. La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol existant avant travaux jusqu'à l'égout de toiture.</p> <p>2. La hauteur des constructions à usage d'habitation ne doit pas excéder 6 m.</p> <p>3. En secteur I NCa, application de l'article UA 10.</p>				
article 12 : stationnement	<p>1. Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies publiques. Il correspond aux besoins des constructions et installations.</p> <p>2. En I NCa, application de l'article UA 12.</p>				
article 13 : espaces libres	<p>1. Les plantations existantes sont maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.</p> <p>2. En I NCa, application de l'article UA 13.</p>				
article 14 : COS	<p>1. Le coefficient maximal d'occupation du sol est défini de telle sorte que les constructions n'exceedent pas les surfaces hors œuvre nette suivantes :</p> <p>~ Pour les restaurants d'altitude : 1200 m²</p> <p>~ Pour les refuges : 250 m²</p> <p>~ Pour les logements de fonction : 150 m²</p> <p>2. En I NCa, application de l'article UA 14.</p>				
article 15 : dépassement de COS	Sans objet.				
définitions	<p>h=hauteur à l'aplomb par rapport au TN avant travaux</p> <p>hauteur absolue : h = d entre tout point du bât et niveau 0 (dalle) à son aplomb (hors ouvrages techniques)</p> <p>hauteur relative : h = d entre tout point et niveau TN avant travaux à son aplomb (hors ouvrages techniques)</p>				

II NC	II NCz	ND	NDf	NDz
secteur à vocation naturelle. La commune de VALLOIRE envisage de réétudier la destination définitive de ces zones dans le cadre d'un développement futur de la station village	secteur soumis à des risques naturels, dans lequel tout projet de construction doit recueillir l'avis favorable des services administratifs compétents	zone naturelle non équipée qu'il convient de protéger en raison de la qualité du site et des paysages ou en raison des risques naturel. Il comporte des bâtiments militaires pour lesquels la réhabilitation dans le volume existant est autorisée	secteur à protéger en raison des risques naturels ou de la qualité écologique du site	secteur constituant une zone de repli en cas de manque de neige
<p>1.1. L'édification de clôtures autres que celles nécessaires à l'activité agricole ou forestière est soumise à déclaration préalable (article L 422.2 du Code de l'Urbanisme).</p> <p>1.2. Les installations et travaux divers définis à l'article R 442.2 du Code de l'Urbanisme, sont soumis à l'autorisation conformément aux dispositions des articles R 442.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.</p> <p>1.3. Les démolitions sont soumises au permis de démolir dans le périmètre de protection des monuments historiques et des sites protégés.</p> <p>1.4. En secteur II NCz, tout projet de construction devra recueillir l'avis favorable des services administratifs compétents en matière de prévention des risques naturels.</p> <p>1.5 Les cheminements piétons et skieurs portés au plan doivent être préservés.</p> <p>De nouveaux cheminements piétons et skieurs pourront être créés. Ces cheminements devront être d'une largeur minimale de 8 mètres au lieu-dit « Les Casses ».</p>		<p>1.1. L'édification de clôtures, autres que celles nécessaires à l'activité agricole ou forestière, est soumise à déclaration préalable (article L 422.2 du Code de l'Urbanisme).</p> <p>1.2. Les installations et travaux divers définis à l'article R 442.2 du Code de l'Urbanisme, sont soumis à autorisation conformément aux dispositions des articles R 442.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.</p> <p>1.3. Les démolitions sont soumises au permis de démolir dans le périmètre de protection des monuments historiques et des sites protégés.</p> <p>1.4. Les défrichements sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés, faisant partie d'un massif de plus 4 ha.</p> <p>1.5. En secteur NDf, tout projet de construction devra recueillir l'avis favorable des services administratifs compétents en matière de prévention des risques naturels.</p> <p>1.6 Les cheminements piétons et skieurs portés au plan doivent être préservés.</p> <p>De nouveaux cheminements piétons et skieurs pourront être créés. Ces cheminements devront être d'une largeur minimale de 8 mètres aux lieu-dits « Vers le Rieux Benoît, les Casses ».</p>		
Sont admis sous conditions : 3.1. L'édification des clôtures sous réserve de ne pas porter atteinte à l'activité touristique hivernale.		Les travaux directement liés à l'activité forestière		
3.2. Les installations et travaux divers sous réserve que celles-ci ne soient pas de nature à porter atteinte au site.		Sont admis sous conditions :		
3.3. L'aménagement des constructions ou l'extension mesurée n'excédant pas 50 m² de SHON des établissements et logements existants.		3.1. L'aménagement des constructions ou l'extension mesurée n'excédant pas 50 m² de SHON des établissements et logements existants à la date d'approbation du POS		
3.4. Les installations de remontées mécaniques sous réserve que celles-ci ne portent pas atteinte au caractère du site.		sauf en NDf.		
3.5. Les garages sous réserve de ne pas entraver l'aménagement futur du site.		3.2. Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics et les installations d'intérêt général tels que les postes de transformation d'électricité,		
3.6. Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics		station de pompage, réservoirs d'eau, etc....		
		3.3. La réhabilitation des bâtiments militaires dans le volume existant		
Sont interdits tous les modes d'occupation et d'utilisation du sol autre que ceux susvisés à l'article II NC 1		Toutes les constructions ou installations quelle qu'en soit la nature ou la destination non mentionnée à l'article ND 1		
Sans objet.		Sans objet.		
Sans objet.		Sans objet.		
Sans objet.		Une annexe en limite séparative est admise si la hauteur hors tout ne dépasse pas 3,5 m		
Sans objet.		Sans objet.		
Sans objet.		Sans objet.		
Sans objet.		Sans objet.		
Sans objet.		Sans objet.		
Sans objet.		Sans objet.		
Sans objet.		Sans objet.		
Sans objet.		Pour la réhabilitation des bâtiments militaires, celle-ci étant autorisée dans le volume existant, il n'est pas prescrit de C.O.S.		
Sans objet.		Sans objet.		

Neq	Nf	Ng	Niedl	Ni	Nm	Np	Nr	Ns	Nu
secteurs accueillant des équipements publics en zone naturelle dont : <input type="checkbox"/> secteur Neq 1 : équipements publics liés au dégrilleur <input type="checkbox"/> secteur Neq 2 : équipements publics liés à la STEP uniquement <input type="checkbox"/> secteur Neq 3 : équipements publics liés à l'atport uniquement <input type="checkbox"/> secteur Neq4 : équipements liés à la production hydroélectrique	secteur destiné à accueillir le cimetière et les équipements qui lui sont liés	secteurs destinés à accueillir des stationnements extérieurs non couverts dont : Ng1 : secteurs destinés à accueillir des stationnements pour les bus et navettes	secteur accueillant la décharge pour déchets inertes de classe 3	secteurs où sont admises les activités touristiques, de loisirs et culturelles dont : <input type="checkbox"/> secteur NI1 : activité d'acro-branche uniquement <input type="checkbox"/> secteur NI2 : activité de loisirs motorisés uniquement <input type="checkbox"/> secteur NI3 : activités liées à la pratique du golf uniquement <input type="checkbox"/> secteur NI4 : activités liées à la pratique de l'équitation uniquement <input type="checkbox"/> secteur NI5 : activités liées au camping	secteurs accueillant des installations militaires	secteurs dans le périmètre de protection des sources	secteurs accueillant les refuges	secteurs où sont admises les activités de sports et de loisirs hivernaux et estivaux (domaine skiable, remontées mécaniques, neige de culture, piste VTT, parcours santé, etc.... dont :Ns3 : adapté également à la pratique du golf	constructions d'habitat existant en zone naturelle

zones de travaux des anciennes concessions minières sont repérées sur la partie graphique du règlement par un indice « ni ».

l'habitat, l'hébergement hôtelier, les bureaux, les commerces, l'artisanat, l'industrie, les exploitations agricoles ou forestières, les entrepôts. Les destinations autorisées peuvent être soumises à conditions (cf article N 2).	toutes constructions sont interdites sauf celles autorisées à l'article N 2	toutes constructions sont interdites sauf celles autorisées à l'article N 2	l'habitat, l'hébergement hôtelier, les bureaux, les commerces, l'artisanat, l'industrie, les exploitations agricoles ou forestières. Les destinations autorisées peuvent être soumises à conditions (cf article N 2)	l'habitat, l'hébergement hôtelier, les bureaux, l'artisanat, l'industrie, les exploitations agricoles ou forestières, les entrepôts. Les destinations autorisées peuvent être soumises à conditions (cf article N 2)	l'hébergement hôtelier, les bureaux, les commerces, l'artisanat, l'industrie, les exploitations agricoles ou forestières. Les destinations autorisées peuvent être soumises à conditions (cf article N 2)	interdits toutes constructions à l'exception de celles visées à l'article N 2	l'hébergement hôtelier, les bureaux, l'artisanat, l'industrie, les exploitations agricoles ou forestières, les entrepôts. Les destinations autorisées peuvent être soumises à conditions (cf article N 2)	l'habitat, l'hébergement hôtelier, les bureaux, l'artisanat, l'industrie, les exploitations agricoles ou forestières, les entrepôts. Les destinations autorisées peuvent être soumises à conditions (cf article N 2)	l'hébergement hôtelier et l'industrie. Les destinations autorisées peuvent être soumises à conditions (cf article N 2)
--	---	---	--	--	---	---	---	--	--

et la reconstruction des anciens chalets d'alpage à condition d'être dans le volume existant au titre de la conservation du patrimoine montagnard au sens de la loi Montagne de février 1985 (art L 145 - 3), lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière les extensions limitées (10%) de chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive existants sont autorisées

Les constructions et installations à condition quelles soient liées aux services publics ou d'intérêt collectif - en secteur Neq1 à condition qu'elles soient liées au dégrilleur et nécessaire à son fonctionnement uniquement. - en secteur Neq2 à condition qu'elles soient liées à la station d'épuration et nécessaire à son fonctionnement uniquement. - en secteur Neq3 à condition qu'elles soient liées à l'atport et nécessaire à son fonctionnement uniquement. - En secteur Neq4 à condition qu'elles soient liées à l'hydroélectricité	Les constructions et installations à condition quelles soient liées au cimetière et aux activités funéraires	Les aménagements à condition qu'ils soient liés à la création de stationnements extérieurs non couverts et sous réserve d'un traitement approprié susceptible d'assurer leur intégration dans l'environnement. - en secteur Ng1 à condition qu'ils soient liés à la création de locaux pour l'entretien, la réparation, le lavage et le stockage pour les bus et les navettes uniquement et sous réserve d'un traitement approprié susceptible d'assurer leur intégration dans l'environnement.	Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition qu'elles soient liées à la gestion et à l'exploitation d'une décharge de classe 3	Les constructions et installations nécessaires aux activités sportives, de loisirs et culturelles hivernales et estivales à condition quelles soient liées à l'activité touristique de la station. - en secteur NI1 à condition qu'elles soient liées à l'activité d'acro-branche uniquement. Les constructions sont limitées à un seul bâtiment d'accueil et 20m ² de Surface de Plancher maximum. - en secteur NI2 à condition qu'elles soient liées aux activités de loisirs motorisés uniquement. Les constructions sont limitées à un seul bâtiment d'accueil et 20m ² de Surface de Plancher maximum. - en secteur NI3 à condition qu'elles soient liées à la pratique du golf uniquement. - en secteur NI4 à condition qu'elles soient liées à la pratique de l'équitation uniquement. - en secteur NI5 à condition qu'elles soient liées au camping.	L'habitat et l'entrepôt dès lors qu'ils sont liés à l'activité militaire	La réhabilitation des bâtiments existants sans changement de destination et apportant des améliorations au regard des contraintes liées à la protection du captage (cf rapport géologique joint aux annexes sanitaires). Les occupations et utilisations des sols autorisées devront respecter les dispositions de l'article R111.14.2 du Code de l'Urbanisme et les conclusions du rapport géologique concernant les sources.	L'aménagement, la restructuration et l'extension limitée (maximum 10%) des refuges à condition que celui-ci corresponde aux critères suivants : « Un refuge est un établissement d'hébergement recevant du public gardé ou non, situé en altitude dans un site isolé. Son isolement est caractérisé par l'absence d'accès tant par voie carrossable que par remontée mécanique de type téléphoré ouvertes au public et par l'inaccessibilité pendant au moins une partie de l'année aux véhicules et engins de secours. Le refuge est situé en zone de montagne, au sens du chapitre Ier du titre Ier de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne. »	Les commerces liés aux remontées mécaniques, les constructions et aménagements de services publics ou d'intérêt collectif liés à l'exercice des activités sportives ou de loisirs estivale et hivernale et toutes installations à usage de parcs de stationnement souterrain. - en secteur Ns3 à condition que les activités estivales soient liés la pratique du golf.	L'aménagement ou l'extension mesurée des établissements et logements existants, n'excédant pas 20% de la Surface de Plancher existantes et limitée à 50 m ² de Surface de Plancher avec changement d'affectation éventuel à la date d'approbation du P.L.U
---	--	--	--	---	--	--	---	--	---

Dans les secteurs indicés « m » les autorisations administratives seront soumises à l'avis des services compétents.

Non réglementé
1/ * en agglo : d ≥ 1h entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC * hors agglo : si pente voire < 20%, d ≥ 20m/axe des RD, si pente voire >20% d ≥ 14m /axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC 2/ distance peut être réduite en cas de réflexion, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant 3/ Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire et permanent) maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblai, recul vis-à-vis des cours d'eau ≥ 5m, à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux 4/ bâtiments et équipements publics : implantation libre

1. Les constructions peuvent s'implanter aux limites séparatives :
a) en cas de constructions simultanées de part et d'autre des limites séparatives.
b) Pour s'appuyer sur un bâtiment existant édifié sur la limite séparative
c) En cas de réalisation d'une construction annexe dont la hauteur hors tout ne dépasse pas 3,5 m.
2. Dans le cas contraire, la distance ne peut être inférieure à 4 m.
3. Cette distance pourra être diminuée d'un mètre pour ce qui concerne les corniches, débords de toiture et balcons.
4. En cas de reconstruction après sinistre, les prospects à respecter pourront être ceux qui existaient précédemment durant les 10 ans qui suivent la date du sinistre.
5. Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire et permanent) doivent être maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblai, en respectant un recul vis-à-vis des cours d'eau à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux mais qui ne pourra pas être inférieur à 5 m

Non réglementé								
Non réglementé								
La hauteur des constructions est limitée à 4 m.	En Ng1, la hauteur des constructions est limitée à 6 m	Sans objet	en secteur N11 la hauteur est limitée à 4 m. en secteur N12 la hauteur est limitée à 4 m. en secteur N13 la hauteur est limitée à 6 m. en secteur N14 la hauteur est limitée à 12 m. en secteur N15 la hauteur est limitée à 6m.	Sans objet	Sans objet	La hauteur des constructions est limitée à 6 m.	En Ns3, la hauteur des constructions est limitée à 6 m.	La hauteur des extensions doit rester inférieure ou égale à la hauteur de la construction existante.
En toutes zones, la hauteur des annexes est limitée à la hauteur des constructions existantes.								

Non réglementé		
Non réglementé		
lementé	En Ng1, Le coefficient d'occupation des sols n'est pas limité	Non réglementé